

RESISTANCE UNIE

en Gironde

N° 81 bis - 22 ème année
Sites Internet:
<http://www.ffi33.org>
<http://www.anacr33.org>

ISSN 0992-6852 - prix au numéro: 3 €

Le magazine ouvert à tous les Résistants et à ceux qui partagent leurs valeurs.

Numéro spécial

CONCOURS DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION ANNÉE 2007-2008

Thème retenu:

**"L'aide aux personnes persécutées et
poussées en France pendant la Seconde
guerre mondiale:**

une forme de Résistance."

B.O. n°17 du 26 avril 2007

*Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance
13 rue Edmond Blanc - Caychac - 33290 - Blanquefort*

Soumise à la brutale occupation de l'Allemagne nazie, la France, comme les autres pays européens envahis, fut livrée à l'implacable application de la politique du IIIème Reich : politique de ségrégation raciale et de solution finale mais aussi politique de représailles envers toutes personnes hostiles au régime ou, plus simplement, refusant de courber l'échine.

Les hommes d'Hitler, aidés en cela par la police de Vichy, chargèrent dans des wagons, des femmes, des hommes et des enfants pour les envoyer vers une mort certaine. Cela, pour de sinistres raisons raciales ; Israélites, Tziganes, Témoins de Jéhovah, tous furent pourchassés pour un implacable anéantissement. La réaction populaire de certains Français fut à la hauteur du drame : bravant les redoutables représailles annoncées, elle s'efforça de sauver des familles, leur permettant, parfois, de passer les frontières. Elle accepta, de grand cœur, les enfants que l'on ne pouvait exposer ou qui, déjà orphelins, devaient retrouver un abri quasi familial. Il y eut ceux qu'aujourd'hui on honore sous le titre de « Juste parmi les Nations » et dont l'Etat d'Israël célèbre les mérites, à juste raison.

A la persécution, devait s'ajouter la recherche et la poursuite implacable, menées conjointement par la police allemande et celle de Vichy, en Gironde, qu'elle soit S.A.P, sous les ordres du commissaire Poinot, qu'elle soit Milice ou Corps des Volontaires Français de Besson-Rapp.

On pourchassait le clandestin, le maquisard, le réfractaire qui, depuis la création du Service du Travail Obligatoire, refusait de partir oeuvrer en Allemagne et s'efforçait de passer quotidiennement à travers les mailles d'un filet récupérateur. On traquait les toubibs(1) courageux qui apportaient leurs soins aux clandestins blessés ; on surveillait les frontières où venaient s'écraser ceux qui désiraient passer pour aller combattre l'ennemi d'outre-rhin. Cet implacable ratissage policier allait très rapidement susciter des réactions parfois spontanées et individuelles auxquelles allaient bientôt s'ajouter des organisations plus structurées pour apporter aide et secours aux différentes personnes persécutées ou pourchassées. En effet, cette aide et ce recours allaient ouvrir un large éventail de besoin : des lieux d'asile ou d'hébergement, des victuailles, des vêtements, donc, des cartes de ravitaillement, de faux papiers, des passeurs efficaces aux frontières et, en tout point de la chaîne, des personnes de confiance dont la motivation voulait masquer les risques encourus.

Reconnaissant que cette aide généreusement dispensée était une forme de résistance, il ne paraît pas inutile de confirmer que c'était là une des formes de la Résistance.

Les « Justes parmi les Nations »

L'idée de « Juste des Nations » vient du Talmud (traité Baba Batra, 15b). Cette idée n'est pas nouvelle et colle à l'histoire juive et à ses tragédies, elle s'attache à désigner toute personne non juive ayant manifesté une relation positive et amicale envers les juifs.

Le mémorial Yad Vashem décerne le titre de « Juste des Nations » aux non juifs qui, pendant la Seconde guerre mondiale, ont aidé les juifs en péril, au risque de leur propre vie dans le seul élan de leur générosité. Et l'on peut voir dans l'allée des Justes à Yad Vashem (Jérusalem), au pied de chaque arbre planté, le nom d'un « Juste » reconnu.

Aristidés de Sousa Mendés

Une vingtaine de « Justes » est apparemment connue en Gironde, mais, bien évidemment, celui que l'on retient en premier reste le consul du Portugal Aristidés de Souza Mendès qui, par sa seule action et bravant les ordres de son gouvernement, accorda des visas et la sécurité à un nombre impressionnant d'étrangers fuyant le régime hitlérien. Pour certains, il mit en sécurité 30.000 personnes, d'autres avancent le chiffre de 50.000. Connaîtra-t-on jamais le chiffre réel ?

Les frontières s'ouvrirent ainsi pour des juifs fuyant l'Allemagne nazie, mais aussi la Belgique et la France. Il y eut aussi des protestants, des catholiques,

des ministres belges, la duchesse du Luxembourg ainsi que des membres de la famille Rotschild.

Le consul de Souza Mendés fut désapprouvé par son gouvernement et lui et sa nombreuse famille eurent à subir les répercussions de son humanité. De retour en son pays, le 8 juillet 1940, les sanctions commencent à tomber. Ce diplomate, père de 14 enfants, est suspendu pour un an avec un traitement réduit de moitié. Il sera, ensuite, mis à la retraite avec interdiction d'exercer sa profession d'avocat. Cet homme exemplaire et sa famille en sont réduits à survivre grâce à la solidarité de la communauté juive de



Aristidés de Sousa Mendés

Lisbonne qui permit, encore, à certains des enfants de Sousa Mendès de poursuivre leurs études aux Etats-Unis.

Le diplomate déchu et sa famille ne purent refuser l'assistance de la cantine juive internationale.. Puis, ce fut la misère il vendit ses biens. Son épouse décéda en 1948. Tous ses enfants émigrèrent.

Le 3 avril 1954, Aristidés de Sousa Mendès mourut dans la misère à l'hôpital des pères franciscains de Lisbonne. Dans le dénuement le plus complet, il fut enterré dans une robe de bure.

1) Toubib: familièrement médecin (Larousse)

Passages frontaliers

Le passage frontalier, qu'il débouchât sur l'Espagne ou sur la zone dite "libre", était un objectif recherché tant par les Israélites, espérant un abri, que par les quelques hommes désirant le combat et souhaitant, pour cela, rejoindre les Français Libres. Le passage clandestin était encore nécessaire dans la récupération des navigants anglo-américains abattus sur le territoire français.

Monsieur Henri Martin nous apporte quelques éclaircissements sur le processus dans les "Cahiers du Bazadais", n°112, du 1er trimestre 1996.

"Qui dit frontière dit obligatoirement désir ou nécessité de la franchir clandestinement. Pour s'y opposer les Allemands avaient organisé des rondes à pied ou en bicyclette. Très vite, ils se mirent au courant de la topographie du pays. Ils prirent l'habitude de se **planquer**, mais les paysans du coin étaient depuis longtemps passés maître

dans l'art de l'observation et de la détection. Ils attendaient que les soldats se soient éloignés et ils agissaient à leur guise. Des résistants furent de plus en plus nombreux à franchir la ligne clandestinement, mais le gros des postulants fut israélite. Ceux-ci étaient désireux d'échapper aux persécutions puis aux arrestations. Peu à peu s'établirent des filières. Dans la plupart des cas des personnes ayant un parent ou un ami frontalier, le plus souvent en zone libre, se rendaient à un endroit convenu et un passeur faisait le reste. La principale précaution consistait en une approche discrète de la zone frontalière. Ensuite, le passeur faisait en sorte d'éviter les mauvaises rencontres. M. Ducos, infirmier à l'hôpital Saint-André de Bordeaux, faisait partie d'un groupe qui fabriquait de faux dossiers médicaux afin de soustraire le plus grand nombre de personnes aux griffes allemandes. Il fit ainsi passer en zone

libre le professeur Lévy. Voici son témoignage: "Le 6 juin 1942 nous sommes partis de Bordeaux en voiture jusqu'à Préchac, puis en vélo jusqu'à Beaulac. Mon oncle Paul Délas qui habitait dans cette commune au lieu dit Piouguet, près de la gare, m'avait indiqué la route à suivre. Par un chemin dans les bois nous avons rejoint Tierouge et traversé le Ciron. Mon oncle avait prévu un signal. Un papier jaune accroché à un piquet signalait qu'une patrouille Allemande venait de passer. La route était libre pendant un moment. C'était l'instant le plus propice. Nous avons franchi la ligne à toute pédale. Plus loin, nous nous sommes arrêtés et nous sommes tombés dans les bras l'un de l'autre. Par des chemins que je connaissais bien nous avons rejoint Cudos, puis Lavazan et Grignols. Là, une voiture amie nous attendait pour prendre en charge M. Lévy. Par la suite, j'ai pu faire passer plusieurs autres personnes dans les mêmes conditions."

Le groupe "Tête" et l'hôpital Saint André

Source: "La clandestinité en blanc" Mémoire de fin d'étude de Jocelyne Salvador

Dés son origine, ce groupe fondé par Maurice Tête, employé de la ville de Bordeaux, recruta principalement dans les hospices civils de Bordeaux. Après de nombreuses arrestations, ce groupe reprit son activité en novembre 1943, avec le docteur Jean Pointot, remplaçant le docteur Albert Barraud, chirurgien-résident de l'hôpital Saint-André, arrêté et qui périt dans la tragédie maritime de l'Arcona, en mer Baltique.

Le groupe travaille alors principalement dans le camouflage des S.T.O., l'hébergement à l'intérieur de l'hôpital des parachutistes alliés, des blessés de la Résistance et, en règle générale, va porter assistance à toute personne pourchassée par la police nazie.

Le grand rabbin Cohen fut d'abord caché à l'intérieur de l'hôpital avant de passer la ligne de démarcation.

Le transfert des clandestins entraînait

obligatoirement l'établissement de faux papiers.

La direction de l'hôpital ainsi que les services administratifs suivirent sans difficultés. Les soeurs de Saint-Vincent de Paul apportèrent leur concours au chirurgien-résident et la plupart des chefs de service se montrèrent peu curieux quant à la santé des malades qui leur était ainsi confiés.

Le personnel douteux fut muté vers Pellegrin et Xavier Arnozan, en retour, on les remplaça par du personnel sûr.

L'hôpital hébergeait officiellement douze cent rationnaires dont soixante à quatre-vingt faux malades.

Le vieux bâtiment proposait de nombreuses caches dans les greniers, les couloirs, les débarras et les soupentes qu'il fut possible de dissimuler jusqu'à vingt personnes à la fois.

Un militaire noir recherché par les Allemands, par exemple, joua à cache-

cache pendant trois mois, couchant la nuit dans la baignoire de la salle 11, se cachant le jour dans le couloir de cette même salle qui communiquait alors avec les salles 12, 13 et 14; ce qui permettait à notre fugitif de se faufiler de salle en salle lors des visites inopportunes. Toutefois, les visites surprises de ceux-ci étaient surveillées afin de déclencher l'alerte immédiate et salvatrice.

On procéda aussi à des interventions chirurgicales sur des blessés, de nuit, avec un personnel sûr et limité.

La création du S.T.O., fin juillet 1943, multiplia les demandes de camouflages. Les bureaux de l'Office du Travail furent cambriolés et dépouillés de 400 "vrais formulaires de certificats de travail". Cinquante S.T.O. furent baptisés "externes des hôpitaux". Aux faux certificats, s'ajoutèrent de vraies radios de malades utilisées pour empêcher les départs au S.T.O.

C'est à partir de l'hôpital Saint-André que se forma encore l'ambulance du maquis de Dordogne-Sud, en novembre 1942

Sauvetage de navigants alliés abattus.

Mi-juin 1944, une forteresse volante américaine, touchée par la D.C.A. s'abat dans la campagne (1). Neuf membres d'équipage sautent en parachutes et sont recueillis en différents points par les membres de la Résistance. Ce fut le maquis des « Trois Chênes » qui hébergea les Américains. Pour Pierre Lussac, « Au bout d'une quinzaine de jours, il apparut que nous ne pourrions garder ces hommes avec nous. La vie au maquis ne leur convenait pas. Ils étaient des aviateurs et non des maquisards » Il fallait encore trouver le point de regroupement qui se situait quelque part dans le Lot-et-Garonne. Mais les hommes de l'équipage s'impatientent ; trois quittent le camp la nuit, puis, deux autres. Les quatre derniers étaient d'accord pour attendre mais souhaitaient, toutefois, un départ rapide. Cela fut rapidement possible car parvint l'ordre de conduire ces hommes à Meylan, dans le Lot-et-Garonne, où un « Hilaire » devait les prendre en charge.

Pierre Lussac poursuit son récit : « C'est ainsi que le 12 juillet, une moto conduite par M. Lasserre avec sur le tan-sad André L. et une voiture Citroën, conduite par Jean Guérin, accompagné du gendarme V. et des 4 aviateurs américains, entreprirent de se rendre au centre de regroupement de Meylan.. Je pense qu'il aurait été sage de prendre les petites routes des Landes pour atteindre cet objectif, mais nos deux camarades décidèrent d'emprunter la grande route de Casteljaloux à Houeillés, route stratégique qui était sillonnée sans arrêt par les colonnes allemandes. C'est alors que se produisit le drame. Le petit convoi allait atteindre le croisement de la Tour d'Avance, Lot-et-Garonne. La moto qui marchait devant la voiture se trouvait à quelques centaines de mètres de cet endroit lorsqu'elle tomba dans une embuscade. Les Allemands avaient installé des fusils mitrailleurs dans le coin du bois. A la première rafale, E. Lasserre fut touché au rein et tomba avec la moto sur le côté de la route. André L....., qui était indemne s'enfuit dans le bois. La voiture stoppa. Les Allemands tirèrent sur la Citroën mais manquèrent leur

but. Le gendarme V.... et les 4 aviateurs s'enfuirent dans le bois, quant à Jean Guérin qui, à ce moment, était indemne, il resta sur place pour porter secours à son ami E. Lasserre qui était grièvement blessé.

Je connaissais parfaitement ces deux hommes qui faisaient partie de notre groupe de l'A.S., depuis le début. Je savais les liens qui les unissaient. Leurs femmes avaient été arrêtées par la Gestapo, le 21 avril. Ils avaient des comptes à régler avec les Boches. Je suis convaincu que Jean Guérin aurait pu s'échapper comme ses camarades. Il ne le voulut pas. Patriote intransigeant, courageux à l'extrême, il accepta un combat inégal. Je suis persuadé qu'il se défendit jusqu'à la mort avec ses armes ; Jean Guérin n'était pas de ceux qui levaient les bras.

Les Allemands ne se contentèrent pas de tuer Lasserre et Guérin. Ils les mutilèrent. Ils découpèrent le crâne de Lasserre à la mitrailleuse ; quant à Guérin, ils le coupèrent littéralement en deux morceaux.

Le maire de Fargues sur Ourbise prit l'initiative de faire enterrer provisoirement Lasserre et Guérin dans un petit cimetière du village. Quelque temps après, la Résistance voulut récupérer les corps de nos camarades, pour les inhumer à Grignols. C'était une folle aventure qui valait la peine d'être tentée. Un jour, une camionnette se rendit donc à Fargues sur Ourbise pour prendre possession des deux cercueils. Le véhicule n'avait fait que quelques kilomètres, lorsque les Allemands apparurent. Plein de méfiance, ils ne voulurent pas croire que ces cercueils contenaient des cadavres. Avec leur sauvagerie habituelle, ils les défoncèrent à coup de hache, puis, se retirèrent. Il fallut que la Croix rouge intervienne auprès des autorités allemandes pour que ces pauvres restes humains soient mis dans de nouveaux cercueils. Ayant eu gain de cause, la Croix rouge les fit inhumer à faible profondeur dans le cimetière de Casteljaloux. Et c'est là que l'A.S. vint les chercher de nuit. Les deux cercueils furent entreposés, à quelques kilomètres de Grignols, au milieu des bois, dans une chapelle ardente improvisée gardée par des maquisards.

Il fut décidé que Lasserre et Guérin, unis dans la mort comme ils l'avaient été dans la vie, auraient, malgré les Allemands, malgré les risques, des funérailles religieuses dignes d'eux.

Le curé de Grignols pressenti refusa d'apporter son concours. Ce fut donc un brave prêtre irlandais, qui était déjà au maquis, qui prit la place de notre curé défaillant. Le service religieux eut lieu dans la petite église de Sillas, Gironde. Des centaines de maquisards, armés jusqu'aux dents, accompagnèrent Lasserre et Guérin au cimetière de Grignols, où ils furent inhumés en présence de quelques civils sous la protection des fusils mitrailleurs. »

(Extrait de l'ordre de bataille du maquis de Grignols A.D 62 J 1)

Mais aussi...

Il est évident que l'afflux des réfractaires dans les maquis, dès la mise en place du Service du Travail Obligatoire, posa de graves problèmes de ravitaillement. Il existait, déjà, une réelle complicité entre quelques secrétariats de mairie qui organisèrent avec la Résistance certains vols de cartes de rationnement.

Il y eut aussi des prélèvements autoritaires sur l'existant dans les campagnes, le plus souvent accompagnés de bons d'enlèvement émis par le maquis à présenter, pour règlement, la Libération effectuée. On put constater, alors, de nombreuses complicités mais aussi des réticences accablant le terrorisme.

On peut encore citer la complicité ponctuelle de ces inconnus qui, au passage des convois de déportés, prirent des risques certains pour faire passer, dans les wagons stationnant sur la voie, l'eau potable désespérément attendue.

Il en est de même pour ces messagers anonymes qui ramassèrent les misérables missives jettées hors des wagons et s'employèrent à les faire parvenir à leurs destinataires. Messages d'adieu, peut être sans retour.

Nous allons trouver quelques exemples dans les pages qui suivent

(1) à Saint Michel de Bazas.

Les cheminots et les persécutés.

Source: *Le rapport Bachelier*
<http://www.ahicf.com/rapport/av-propos.htm>

Ce rapport est, en fait, une analyse globale du comportement de la S.N.C.F. sous l'occupation. Or, un chapitre est plus particulièrement affecté à l'étude des réactions des cheminots contre les persécutions et les déportations.

L'application du scénario de "l'attaque du convoi" aux trains de la déportation ne semble pas avoir été retenue. Les wagons filaient, transportant dans leurs flancs, une humanité de souffrance et de misère. Les cheminots ne pouvaient rester sans réactions.

Le secours le plus élémentaire était d'essayer de procéder à un ravitaillement, principalement en eau pour étancher cette soif parfois plus criarde que la faim pourtant présente. Voici un témoignage collecté par Maurice Choury, d'un cheminot de l'Est.

"Etant à Châlons-sur-Marne, un dimanche matin, Alfred Boeglin (chef de groupe FTP) est informé de la présence en gare d'un train de messageries comportant plusieurs wagons de femmes déportées vers l'Allemagne. Elles n'ont pas été ravitaillées depuis trois jours. Il faut retarder le départ du train, alerter la soeur Marie, représentante de la Croix-Rouge, essayer d'obtenir par son intermédiaire le ravitaillement de ces malheureuses.

Notre cheminot commence par enlever et échanger les étiquettes de plusieurs wagons, ce qui provoque une coupure de la rame. Après quoi, la conduite générale de frein étant vidée, il faut la remplir à nouveau. Le temps passe, les Allemands s'en prennent au chef de service qui se décharge sur notre homme. Un officier allemand menace ce dernier de le faire fusiller si le train ne part pas immédiatement. Boeglin feint l'indignation *"Comment ? Je me démène pour assurer votre sécurité et c'est comme ça que vous me remerciez!"* Entre temps la Croix-Rouge a pu, tant bien que mal, assurer le ravitaillement des déportées, mais

sans pouvoir obtenir l'évacuation des corps de celles qui sont mortes dans les wagons..."

La solidarité des cheminots se manifesta encore lorsque tombèrent sur la voie les lettres écrites à la va-vite, sur du papier de fortune, par les malheureux partant vers la déportation. Une déportée de 1943 racontera plus tard:

"Encore en France, nous lançons des lettres destinées à nos familles. Au retour, j'ai retrouvé les miennes. Dans une gare assez importante, dont malheureusement j'ai oublié le nom, un chef de gare passe tout le long du convoi, le plus près possible et sans avoir l'air de rien, il répète inlassablement: - Les lettres, 200 mètres plus loin, les lettres, 200 mètres plus loin. Nous ne voyons de lui que le dessus de sa casquette blanche, mais c'est déjà réconfortant et consciencieusement nous observons la consigne donnée."

On rapporte que dans certains cas des outils oubliés dans des wagons ont permis des évasions. Henri Noguères rappelle ainsi que le 14 décembre 1943, après la rafle de 130 hommes à Nantua, "grâce aux cheminots qui sauront ralentir le convoi, là où il faut et quand il faudra, 40 prisonniers réussiront à sauter du train et à s'échapper".

D'autres prisonniers évadés, des Israélites, des résistants, ont pu franchir la ligne de démarcation dissimulés dans le capot des automotrices, dans les caisses à eau des tenders, comme dans les guérites des serre-frein (1), déguisés en apprentis chauffeurs sur les locos vapeurs.

Les cheminots fournirent l'éventail complet des possibilités d'évasion. Ils aménageront les caches sur leurs trains afin de faire passer 7 fugitifs d'un coup. Certains centres S.N.C.F. vont proposer de faux papiers d'identité et des filières qui prennent l'évadé en compte jusqu'au point de sécurité d'arrivée.

Bien sur, les actions précitées sont le plus souvent attribuées aux cheminots; ce sont eux qui sont alors sur la voie,

seuls à pouvoir approcher les wagons du désespoir. Mais, rappelons-nous du "train fantôme"; ce train qui devait effectuer son trajet en 3 jours, alors qu'il mit en réalité 8 semaines pour cela. Parti de Toulouse le 3 juillet 1944, il arrivait à Sorgues, le 18 août 1944. Jacqueline Simon apporte son témoignage:

"Nous étions effaré. Les Allemands étaient aussi fatigués, en pleine déroute, très énervés. N'en faisant pas cas, la population de Sorgues se mobilise et se rassemble autour de la gare. Ils ont amené des tomates, des melons, même du vin. Profitant de ce mouvement de foule, de l'aide précieuse des cheminots, 34 prisonniers s'évadent et trouvent refuge chez des habitants qui les aideront à prendre le maquis".

Sur les sept cents déportés de ce train fantôme, la moitié seulement devait revenir.

La téméraire solidarité des cheminots allait conduire certains d'entre eux à détourner des convois devant rejoindre Compiègne, étape intermédiaire avant le départ pour l'Allemagne. Le 4 août 1944, un employé S.N.C.F. découvrait un wagon de 70 prisonniers gardés par les Allemands.

Le maquis voisin averti envoie des hommes habillés en cheminots pour procéder aux manoeuvres. Les aiguilleurs sont d'accord. Le wagon est détaché et attelé à une locomotive, vers une autre destination, sans que les Allemands s'inquiètent, toujours bien implantés dans leurs mêmes wagons et pensant toujours être sur la bonne voie.

A l'arrêt suivant, le maquis était là. Des coups de feu éclatent. Les Allemands se servent des déportés comme boucliers. Trois d'entre eux sont tués. Après la rédition des Allemands, 67 détenus seront libérés et emmenés dans le maquis.

Ces prisonniers, partis de Marseille quatre jours plus tôt, n'avaient pu se nourrir qu'avec les quelques fruits que les cheminots avaient pu leur procurer.

(1) Employé chargé de serrer le frein d'un convoi de chemin de fer

Les clandestins, les fugitifs et les maquisards...

Le passage à la clandestinité entraînait obligatoirement, pour l'intéressé, l'abandon de son identité et de toutes les pièces accessoires nécessaires à la vie de tous les jours; plus de pièces d'identité, ni de cartes de ravitaillement. Qu'ils soient fugitifs ou maquisards le problème était le même entraînant des problèmes de déplacement, de gîtes pour certains, de ravitaillement pour tous.

Il y eut des filières et des spécialistes de faux papiers qui purent répondre à l'importante demande. Parmi eux, Pierre Kahn-Farette, dit "Pierre des Faux Papiers" (1), mais aussi le réseau "Charette"(2) qui émit environ 30.000 documents dont 300 pour des Israélites.

Ce travail de "faussaire" ne pouvait être entrepris par des amateurs. La diffusion, par contre, devait alimenter tous les besoins se présentant.

L'hébergement, pour sa part, demandait avant tout un engagement courageux. Les cas se présentaient multiples et variés: juifs en attente pour passer la ligne de démarcation, enfants juifs (orphelins ou non, intégrés périlleusement au sein d'une famille), responsables en partance ou de retour de Londres, fugitifs poursuivis par les polices qu'elles soient françaises ou allemandes.

En 1944, par exemple, une vaste opération de police fut entreprise par les troupes d'occupation en zone occupée dans le secteur de la forêt de la Double, en Dordogne.

Etaient mis en place, d'après les rapports de la police française (3), dix mille hommes de troupes blindées équipées de chars légers, chars lourds et auto mitrailleuses. Participaient à la chasse à l'homme, la Sicherheitspolizei de Bordeaux et quinze fonctionnaires français de la section des affaires politiques. Les opérations de recherche se sont déroulées pendant deux jours, les 4 et 5 avril.

Tout ce remue-ménage pour aboutir à dix huit arrestations. Les mailles du filet semblent avoir été insuffisantes

pour retenir les résistants peuplant la forêt de la Double. Beaucoup réussirent à s'enfuir et, en particulier, des rescapés d'un groupe F.T.P. qui trouvaient refuge au lieu-dit "Bouzy", sur la commune de Saint-Philippe d'Aiguille, chez un couple d'ouvriers agricoles, soupçonné d'idées communistes, les époux Peyrat, parents de trois fillettes dont une en bas-âge.

Hospitalité dangereuse puisque la gendarmerie française alertée lançait une opération sur la ferme dans la nuit du 24 au 25 avril. Résultat de l'intervention: le décès de Madame Peyrat, éventrée par une grenade de la gendarmerie française alors qu'elle protégeait la plus jeune de ses filles encore au berceau, cinq personnes arrêtées parmi lesquelles Monsieur Peyrat qui, remis aux Allemands, fut d'abord battu, puis conduit au fort du Hâ avant de partir pour le camp de concentration de Neuengamme où il allait disparaître.

Restaient trois orphelines qui combattent, encore aujourd'hui, la rumeur qui leur interdit de voir graver sur le monument aux morts de la commune de Saint Philippe l'Aiguille le nom de leurs parents, pourtant "Morts pour la France"(4). La raison de ce refus reste méconnu tout en étant indestructible.

Les problèmes d'alimentation présentaient de sérieuses difficultés. Pour les résoudre, la possession de cartes de ravitaillement était primordiale mais difficile à réaliser. La principale source de ces documents restait les mairies qui participèrent à la résistance soit par un accord entre municipalité et maquisards, soit, encore, par le hold-up pur et simple.

Le drame pouvait survenir à tout instant. Ainsi, le 26 février 1944, un commando de quatre maquisards se présente à la mairie de Bélus (5) pour réquisitionner les cartes de pain.

C'était une opération convenue d'avance; malheureusement, d'une manière inattendue, surviennent deux gendarmes de la brigade de

Peyrehorade. Au lieu de mettre les mains en l'air, comme il leur était demandé, l'un des gendarmes porte la main à son arme ce qui déclenche le tir d'un maquisard; le gendarme est tué sur le coup.

Ces actions ne suffisait pas à tout régler et les maquis étaient conduits à rechercher le ravitaillement sur place.

En Gironde, le maquis de Lorette fut largement approvisionné par le responsable, "Papa Faux" qui utilisait les produits de son exploitation pour subvenir aux besoins de sa troupe.

Certains fermiers ou épiciers de village acceptaient de fournir le nécessaire, avec, parfois, quelques complications. (5). Les troupeaux, en effet, étaient recensés et il était difficile, sans se faire remarquer, de prélever une tête de bétail. C'est ainsi que les Allemands ayant un jour découvert la dépouille d'une vache abattue par le maquis, lancèrent des recherches dans le pays. Entre temps, dans la nuit, les responsables du maquis trouvèrent, auprès d'un ami ayant du cheptel en supplément, un animal pouvant remplacer dans l'étable la vache débitée.

Mais, loin de ces accords complices, il y avait ceux qui, sans doute plus près du Maréchal que du Général ou, encore, plus inquiet de leurs intérêts que de ceux du pays, ne pouvaient accepter ces prélèvements, parfois autoritaires mais souvent accompagnés d'un "Bon à valoir" au titre de la résistance et réputé payable à la Libération. Ceux-là accusaient les "terroristes". Il y en eut, c'est certains, qui abusèrent de la situation et méritèrent ce qualificatif exécrable, comme lors de chaque dérèglement de l'environnement sociétal. Mais il est encore évident que la Résistance, voyant, en 1944, ses effectifs se multiplier à l'approche de la Libération, pensait pouvoir trouver dans les campagnes d'avantage de compréhension..

(1) Wikipedia: Pierre Kahn-Farelle.

(2) <http://www.liberation.com/actualite/societe/229586.FR.php>

(3) AD Gironde côte SC 757

(4) <http://www.ffi33.org/Communes/33350.htm>

(5) Résistance en pays d'Orthe, André Curculosse